Michel Foucher : « J'ai toujours refusé de réduire les frontières à la seule question migratoire »

Pour le géographe et ancien diplomate, expert en géopolitique, nous sommes entrés dans une phase de cloisonnement du monde.

LA FRONTIÈRE EST SON HORIZON, sa grande passion de chercheur. Et l'époque prouve que le géographe, ancien diplomate en Lettonie et géopoliticien Michel Foucher n'a pas eu tort de consacrer au sujet une bonne partie de sa carrière. Renvoyant dos à dos les libre-échangistes forcenés et les souverainistes grisés par l'air du repli, l'auteur de l'essai *Le Retour des frontières* (CNRS, 2016) rappelle que toute société a besoin de limites. Mais que la « bonne frontière » est celle qui sait se montrer souple, tout en restant contrôlable. Les Romains avaient un nom pour désigner cet espace intermédiaire entre le dedans et le dehors : le *limes*. Alors que la Pologne s'apprête à édifier un mur à sa frontière avec la Biélorussie et que des Etats européens veulent ériger des « barrières » aux frontières extérieures de l'Union, la finesse d'un Michel Foucher, dont les Mémoires, *Arpenter le monde,* ont été publiés cette année chez Robert Laffont, est précieuse.

Hier, le monde se réjouissait de voir tomber les murs ; aujourd'hui, les Etats-nations veulent davantage de barrières pour protéger leur souveraineté. Est-ce la suite naturelle de la remise en question de la mondialisation ?

Michel Foucher Ce retour de la rhétorique frontalière, qui n'est pas récente, a deux aspects. L'un relève du symbolique, il exprime un besoin de protection face aux excès de la mondialisation, qui entraînent un sentiment de dépossession. D'où le recours à la référence nationale comme forme de résistance. On n'est pas citoyen du monde mais du pays où l'on vote.

L'autre dimension est plus concrète. Elle se lit dans la prise de conscience récente des phénomènes de dépendance des Etats dans des secteurs critiques qui créent des vulnérabilités. Ce sont les réflexions sur la souveraineté technologique et l'autonomie stratégique au sens large, à la suite de la pandémie.



CFJC

« Toute société a besoin de limites qui définissent un dedans et un dehors. C'est à partir de là qu'on peut interagir »

Qu'a changé le Covid-19 dans la perception de la frontière ?

Nous avons redécouvert sa fonction prophylactique multiséculaire – songez aux très anciennes quarantaines dans les ports. C'est là une composante de la protection, premier devoir des appareils d'Etat. Mais protéger n'est pas clôturer.

Dans le *Gorgias* de Platon, Calliclès prône l'assouvissement des plaisirs, et Socrate lui répond : « Tu ne fais pas attention à la géométrie. » Nous, habitants de la modernité, n'avons pas prêté assez attention à la géographie ? Avons-nous oublié que toute société avait besoin de frontières ?

La géographie ne se réduit pas à l'étude des frontières. Elle s'intéresse au découpage du monde et aux cartes mentales qui l'accompagnent, des clefs essentielles pour comprendre les crises actuelles. Voyez le dernier discours de Poutine sur l'Ukraine qui ne ferait qu'une avec la Russie. Ce fut sans doute vrai dans le passé et cela le reste pour nombre de familles, mais Poutine ignore le fait que depuis une dizaine d'années le conflit avec le grand frère a amorcé la formation d'une conscience nationale. Toute nation a besoin de frontières, comme marqueurs symboliques de son identité politique en tant que cadre de définition de la citoyenneté. Toute société a besoin de limites qui définissent un dedans et un dehors, car c'est à partir de là que l'on peut interagir.

Et quelle est la « bonne » frontière ?

Celle, moderne et civilisée, qui s'ouvre aux interactions tout en restant contrôlable face aux menaces.

L'immigration est de plus en plus réduite à sa dimension frontalière…

Pour ma part, j'ai toujours refusé de réduire le sujet à la seule problématique migratoire selon laquelle la frontière est une barrière, voire un mur. La migration a une origine, donc des causes : il s'agit d'échapper à des situations peu porteuses d'avenir, dans l'espoir de rejoindre une destination rêvée, comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Des réseaux de diaspora se créent. Le passage de la frontière n'est qu'un épisode, surtout quand il est illégal. Au moment du retrait américain d'Afghanistan, en août dernier, on a anticipé un exode de masse des Afghans sur le modèle turco-syrien de 2015. Mais c'était ne pas tenir compte de la géographie, c'est-à-dire des obstacles pour sortir de ce pays : les frontières iranienne et turque étaient largement fermées.

Cette obsession des circulations humaines non contrôlées est, selon moi, le corollaire de la résistance à une mondialisation qui tend à uniformiser les références et les paysages. Le risque politique est la dérive qui semble s'installer lorsque cette critique trouve un débouché dans la dénonciation de boucs émissaires.


L. SCHCHEGLOV/AFP

A Kuznica, le 15 novembre, des milliers de migrants face aux soldats polonais.

L'interdépendance entre Etats s'accentue avec le numérique et les risques sanitaires ou environnementaux. N'est-ce pas contradictoire avec la réaffirmation de l'Etat-nation ?
Dans la boîte à outils du géographe se trouvent les échelles territoriales. Il m'arrive souvent de dialoguer avec des interlocuteurs d'Asie du Sud-Est depuis ma maison de Touraine. Où est la contradiction ? Dans le cas du numérique, il y a à la fois des enjeux de sécurité, qui sont de nature régalienne, et des enjeux industriels. Quant aux sujets sanitaires et environnementaux, ils relèvent de la catégorie des biens communs qui appellent une coopération internationale. Lors de la COP 26 à Glasgow, Chinois et Américains ont été obligés d'avoir une position commune.

L'UE, qui s'est construite sur le dépassement de ses frontières internes, est contrainte dans l'urgence géopolitique de penser sa frontière externe. Peut-elle y parvenir ?
J'observe que le processus est en cours. La question est qu'il n'y a de consensus entre Européens ni sur la nécessité d'arrêter des limites extérieures, puisque l'élargissement semblait continu, ni sur la borne de cette extension. La Pologne, qui bloque à juste titre sa frontière face à l'agression du régime de Minsk, reste un ardent soutien à l'intégration de l'Ukraine. Pour les Balkans, l'accord de principe est posé. Mais il faudra que les régimes évoluent et que l'on puisse proposer à la Turquie autre chose qu'une adhésion. Ce qui est impossible en fonction du risque de chantage migratoire de la part d'Ankara. Je pense que la limite externe de l'Europe de l'Union se fixera, dans les faits et dans les esprits, là où se feront les contrôles migratoires de populations non européennes. C'est ce qui est en train de se passer.

Cette délimitation permettrait-elle, selon vous, de renforcer le sentiment de citoyenneté européenne ?
Comment se sentir membre d'une communauté politique supranationale si l'on ignore ses contours ? Surtout dans un contexte où une partie de la société est tentée par un repli national. Il en va de même pour la politique extérieure : où commence l'extérieur s'il est mal défini ? Nous avons beaucoup progressé ces dernières années, tant sous le mandat de Trump que sous les coups de boutoirs russes, turcs et l'affirmation du rival systémique chinois.

La boussole stratégique présentée en novembre par Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, marque une avancée, car les menaces des « nouveaux empires » – autoritaires à l'intérieur et souverainistes à l'extérieur – sont clairement énoncées. Le souverainisme se fonde sur une conception de la souveraineté selon laquelle l'Etat se protège des regards extérieurs, alors que dans les démocraties, la souveraineté repose sur l'expression de la volonté populaire, par l'élection.

Pourquoi voyez-vous dans le discours « sans-frontiériste » la liquidation du politique ? La mondialisation libérale est pourtant née du cosmopolitisme des Lumières…
Je ne crois pas que Kant puisse être élevé au rang de père de la mondialisation. Retenons John Stuart Mill plutôt, un des penseurs du libéralisme économique. Le discours de négation des limites procède de la représentation d'un monde devenu plat, sans frontières commerciales ni politiques, sous le double effet de la globalisation et de la révolution numérique. Libre-échange commercial et digitalisation devaient délivrer l'humanité des tensions liées au jeu classique des pouvoirs, attachés à leur maîtrise jalouse de leurs territoires et de leurs zones d'influence.

En réalité, les bénéfices de l'ouverture des marchés ont été mis à profit par plusieurs pays pour gagner en poids géopolitique, comme la Chine. Le numérique est devenu une arène d'âpre compétition, et les thèmes de la souveraineté technologique, de la protection des secteurs critiques ou de la taxe carbone sont aujourd'hui des priorités, dont la mise en œuvre relève des pouvoirs régaliens. Nous sommes entrés dans une phase de cloisonnement du monde, à l'opposé de la libre circulation. ✷

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE CHARTIER